

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DES  
BOUCHES-DU-RHONE  
CANTON DE TRETS

ARRONDISSEMENT  
D'AIX EN PROVENCE



COMMUNE DE VENELLES

ARRÊTÉ DU MAIRE N° A 2026-141AG  
en date du 24 mars 2026

ATTRIBUTION DE DÉLÉGATIONS  
DE FONCTIONS ET DE SIGNATURE

à

**Monsieur David THUILLIER,**  
Quatrième adjoint au Maire de Venelles.

AM/PS

**Le Maire de la Commune de Venelles,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-17, L.2122-18 et L.2122-23 ;

**Vu** le décret n°2014-90 en date du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, telle que modifiée par la loi n°2025-1249 du 22 décembre 2025 portant création d'un statut de l'élu local, et notamment son article 6 ;

**Vu** la délibération du conseil municipal n°D2026-40AG en date du 21 mars 2026 fixant à huit le nombre d'adjoints au Maire ;

**Vu** le procès-verbal de l'élection et de l'installation des adjoints au Maire de Venelles et la délibération du conseil municipal n°D2026-41AG en date du 21 mars 2026 ;

--- 000 ---

**Considérant** la nécessité, pour la bonne marche des affaires communales, de procéder à des délégations de fonctions et de signature du Maire de Venelles au bénéfice de Monsieur David THUILLIER ;

**Considérant** que cet arrêté réglementaire de délégations partielles définit précisément les fonctions déléguées qui seront assurées sous la surveillance et la responsabilité du Maire ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 : Délégation de fonctions :**

**Monsieur David THUILLIER**, adjoint au Maire, est délégué pour intervenir dans tous les domaines relatifs aux **finances et au budget communal**.

Il assure notamment le suivi de la stratégie budgétaire, la préparation et l'exécution du budget primitif et de ses décisions modificatives, ainsi que les relations

financières avec les organismes publics et les partenaires institutionnels. Il assure et traite en lieu et place du Maire, et concurremment avec lui, sous sa surveillance et sa responsabilité, les fonctions et missions relatives à toutes les questions se rapportant aux domaines ci-avant évoqués.

#### **ARTICLE 2 : délégation de signature liée à la délégation de fonctions :**

À titre principal, délégation permanente de signature est donnée à l'intéressé à l'effet de signer, y compris par voie électronique, tous documents, actes, courriers, attestations, arrêtés et autorisations en relation avec les fonctions énoncées à l'article 1.

#### **ARTICLE 3 : absence et empêchement du Maire et des autres élus détenteurs de délégations.**

Dans les conditions décrites à l'article L.2122-17 du code général des collectivités territoriales, l'intéressé est habilité à remplacer provisoirement Monsieur le Maire dans la plénitude de ses fonctions et notamment dans la totalité de celles qui pourraient lui être déléguées par le conseil municipal par délibération.

#### **ARTICLE 4 : durée des délégations :**

Les délégations attribuées par le présent arrêté le sont pour la durée du mandat de l'intéressé, sauf survenance des hypothèses légales et réglementaires susceptibles d'y mettre fin.

Toutefois, en application des dispositions de l'article 6 du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, telle que modifiée par la loi n°2025-1249 du 22 décembre 2025 portant création d'un statut de l'élu local, si l'intéressé se trouve dans une situation d'interférence entre un intérêt public et un intérêt privé de nature à influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif de ses fonctions, il en informe par écrit Monsieur le Maire en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

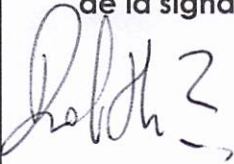
Monsieur le Maire prend alors un arrêté déterminant les questions pour lesquelles l'intéressé doit s'abstenir d'exercer ses compétences.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif auprès de Monsieur le Maire de Venelles et/ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter du jour de sa publication.

**ARTICLE 6 :** Le présent arrêté constitue le premier arrêté de délégation du mandat 2026-2032. La délégation qu'il institue entre en vigueur à compter de l'accomplissement des formalités légales et réglementaires requises pour le rendre exécutoire.

Conformément aux dispositions de l'article L.2131-1 du code général des collectivités territoriales, le présent arrêté fait l'objet d'une publication régulière par insertion au recueil des actes administratifs de la commune et par affichage. Monsieur le directeur général des services de la Commune est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation est adressée à :

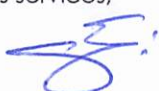
- Monsieur le Sous-Préfet d'Arrondissement d'Aix-en-Provence ;
- Monsieur le Chef du service de gestion comptable d'Aix en Provence ;
- Monsieur David THUILLIER, pour notification.

<b>Spécimen de la signature de</b> 	<b>David THUILLIER</b>
---	------------------------

Fait à Venelles, le 24 mars 2026

Le Maire de Venelles  
**Arnaud MERCIER**



Certifié affiché du ..... au .....	Le directeur général des services, <b>Philippe SANMARTIN</b> 
--	---

Accusé de réception en préfecture  
013-211301130-20260324-A2026\_0141-AI  
Date de réception préfecture : 31/03/2026